



**”L’invention du pâturage”. La naissance du
sylvo-pastoralisme et son application en Ariège
(1860-1914)**

Jean-Paul Métaillé

► To cite this version:

Jean-Paul Métaillé. ”L’invention du pâturage”. La naissance du sylvo-pastoralisme et son application en Ariège (1860-1914). Pays pyrénéens et pouvoirs centraux XVIè-XXè s, Oct 1993, Foix, France. hal-01193053

HAL Id: hal-01193053

<https://hal-univ-tlse2.archives-ouvertes.fr/hal-01193053>

Submitted on 4 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Métailié J.P.

"L'invention du pâturage". La naissance du sylvo-pastoralisme et son application en Ariège (1860-1914)

Copie auteur complétée et remaniée à partir du texte publié dans « **Pays pyrénéens et pouvoirs centraux XVIe-XXe s.** » sous la direction de M. Brunet, S. Brunet, C. Pailhès. Ed. Association des amis des archives de l'Ariège - Conseil général de l'Ariège, 1995. 2 t. : 574 et 320 p.(pp. 189-208.)
Colloque tenu à Foix les 1-2-3 octobre 1993.

Résumé :

Le mouvement sylvo-pastoral s'est développé dans les années 1860-1914, en tant que projet de développement des économies montagnardes. Les Pyrénées, considérées comme un exemple d'archaïsme, en furent un des principaux champs d'expérimentation, notamment l'Ariège. Les forestiers entreprirent d'une part une diffusion de l'exploitation laitière coopérative (les fruitières). D'autre part, ils tentèrent de réformer globalement l'usage des pâturages en généralisant les améliorations pastorales. En dépit de l'échec apparent du projet en 1920 (surtout pour le mouvement des fruitières) le sylvo-pastoralisme a survécu jusque dans les années 1950, notamment grâce aux sociétés d'économie montagnarde. Les travaux d'amélioration se sont poursuivis durant toute cette période, et ont débouché sur les bases techniques utilisées aujourd'hui par les pastoralistes.

Abstract :

The "sylvo-pastoralism" (science of range-forest management) was evolved during the years 1860-1914. The aim was to develop the mountain economy. The Pyrenees, especially the Ariège, looked very archaic and were turned into an experimental field. On the one hand, the foresters tried to spread the modernization of milk economy by means of cooperative cheese productions. On the other hand, they attempted to reform the traditional mountain range uses, improving the summer pastures. In spite of the apparent failure of the project in the 20' (especially the cheese cooperatives), the "sylvo-pastoralism" gave birth to the associations of mountain economy and survived until the 50'. Range improvements were carried on during all this time and still make up the technical basis used today by range managers.

Le mot *sylvo-pastoralisme* a de nos jours un sens généralement restrictif : celui de l'organisation du pâturage *en* forêt. C'est d'ailleurs une notion qui s'applique avant tout à la gestion des espaces méditerranéens, dans une optique d'entretien des peuplements (débroussaillage) et de rentabilisation économique (maintien d'un usage d'espaces à faible valeur forestière)¹. Etrange et paradoxal retournement de sens ! Pendant un siècle, le sylvo-pastoralisme fut au contraire un projet d'organisation séparative des usages et des modes d'exploitation, pour enfin libérer la forêt des troupeaux et imposer une nouvelle conception de la gestion des pâturages extensifs. En effet, dans les sociétés traditionnelles, le pâturage n'est pas un espace mais une pratique ; tout le territoire de la collectivité peut être pastoral à un moment ou à un autre du cycle annuel : landes, forêts, champs en vaine pâture... La conception du sylvo-pastoralisme élaborée au XIX^{ème} siècle par les forestiers impliquait par contre une définition claire d'un espace du pâturage, dont les termes peuvent être synthétisés ainsi :

- ce n'est pas une forêt ; ses limites sont repérées.

- c'est un lieu de production d'herbe. Tout comme on a élaboré des techniques adaptées à la production d'arbre dans les forêts, on doit disposer de techniques de production fourragère extensive. Il faut donc *améliorer les pâturages*, en s'aidant des nouvelles connaissances scientifiques et techniques.

C'est dans les montagnes, entre les années 1860 et 1914, que les forestiers ont voulu inventer ce *pâturage raisonné*. L'exemple pyrénéen est à cet égard un des plus significatifs et permet de comprendre comment, sur le terrain, a été mise en pratique la théorie sylvo-pastorale.

Le contexte de la naissance du mouvement sylvo-pastoral dans les Pyrénées

La deuxième moitié du XIX^{ème} siècle correspond dans les Pyrénées, comme dans la plupart des montagnes françaises, à un moment de crise majeure. On assiste à la fois à l'apogée du système agro-sylvo-pastoral traditionnel - jamais les vallées n'avaient été aussi peuplées et exploitées - et au début de son déclin final - la diminution de la population commençant partout entre 1860 et 1880. L'intégration des vallées à l'espace national s'approfondit, ce qui est un des principaux facteurs de la crise. Au niveau économique, cela se traduit par l'effondrement des artisanats et industries locales (notamment la métallurgie, forte consommatrice de main d'œuvre aussi bien que de forêts), et par des crises agricoles répétées. Au niveau institutionnel, on voit s'achever la reprise en main de l'espace montagnard par l'administration forestière, marquée par la fin des procédures de cantonnements des droits d'usage entreprises après la promulgation du Code Forestier. La marge d'action des populations sur les ressources en est d'autant plus réduite. Les agents des Eaux et Forêts composent alors le corps administratif le plus présent dans les villages, le plus impliqué dans la gestion de l'espace ... et dans les conflits locaux. C'est un point important à garder en mémoire pour comprendre leurs capacités d'action comme les difficultés qu'ils rencontrèrent.

C'est dans ce contexte de déséquilibres, de fortes tensions et de misère génératrice d'exode de la population, que l'on voit se développer des actions d'un type nouveau, qui peuvent être qualifiées de premières tentatives d'*aménagement des montagnes*. Il s'agit d'une part du mouvement pour le reboisement et la lutte contre les inondations, et d'autre part des tentatives d'extension en montagne de la modernisation agricole en cours dans les plaines. La caractéristique commune de ces initiatives se trouvait dans une volonté clairement affichée de transformer globalement l'économie et l'espace montagnards. Cette mutation était simple dans l'esprit des promoteurs les plus ardents du reboisement et de la correction des torrents : il s'agissait d'augmenter autoritairement les superficies boisées pour rétablir l'équilibre détruit par un pastoralisme archaïque, et fonder une nouvelle économie à forte composante forestière. Les préoccupations sociales étaient par contre prédominantes au sein d'une frange du personnel

¹ Cf. : de nombreux articles dans la revue *Forêt méditerranéenne*, et le numéro spécial de la revue *Fourrages : La forêt et l'élevage en région méditerranéenne française*, septembre 1987, 296p.

forestier qui était en relation avec les sociétés d'agriculture, agronomes, sociologues et notables locaux. Pour ces *forestiers pastoralistes*, le reboisement ne pouvait être que la conséquence logique d'une transformation de la gestion des pâturages, qui serait elle-même entraînée par l'amélioration du pastoralisme traditionnel et par la généralisation d'une économie laitière moderne. La restauration des pentes passait par la régénération sociale.²

Les notables des sociétés d'agriculture pyrénéennes avaient déjà à plusieurs reprises préconisé cette modernisation au cours du XIX^{ème} siècle, et des expériences furent réalisées sur quelques domaines privés dans les années 1850-1860. Mais ce sont les forestiers qui mirent réellement en forme la théorie sylvo-pastorale et en tentèrent l'application à partir des lois de 1860 et 1864 sur le reboisement et le gazonnement des montagnes. Les discussions furent intenses, tout au long de la fin du XIX^{ème} siècle et jusqu'en 1914, sur les méthodes, les moyens et les objectifs du sylvo-pastoralisme. Les publications et les colloques se multiplièrent pour aboutir à une exacerbation du débat dans les années 1900-1910. On vit notamment s'affronter les tenants d'une intervention accrue de l'Etat, par le biais de la création d'un *Régime pastoral* analogue au régime forestier, et ceux qui préconisaient les méthodes de diffusion des techniques et un soutien accru à l'initiative privée ou collective. Les sociétés d'économie montagnarde sont directement issues de ce mouvement d'idées du tournant du siècle. Mais quelles qu'aient été les positions respectives des acteurs, il faut signaler qu'ils considéraient en général les sociétés montagnardes comme incapables de se développer seules, à l'inverse de ce qui se passait dans les plaines. La montagne était donc un champ d'action privilégié pour l'administration, au nom de l'intérêt général.

Les Pyrénées jouèrent un rôle primordial dans le projet sylvo-pastoral : c'est ici, dès 1868, qu'en furent appliquées pour la première fois les principes, lorsque Calvet commença à implanter des fruitières coopératives. Surtout, les Pyrénées furent toujours considérées comme une terre de mission, exemple même d'économie archaïque et inadaptée qu'il fallait moderniser d'urgence en suivant le modèle suisse ou savoyard³. Il est caractéristique de voir, dans les comptes nationaux des améliorations pastorales de 1899 à 1909, que les trois départements des Pyrénées centrales apparaissent pour quasiment la moitié des dépenses, alors que leur superficie montagneuse n'est guère plus étendue que celle d'un seul département alpin (Ministère de l'agriculture, 1911). Le cas particulier de l'Ariège est le plus intéressant, car ce département a concentré tous les exemples possibles d'améliorations pastorales, et surtout parce qu'il fut la partie des Pyrénées où les tentatives d'organisation sylvo-pastorale de l'espace montagnard furent les plus avancées.

La volonté de transformer l'économie pastorale

Il n'entre pas dans le cadre de cet article de faire une synthèse détaillée des tentatives de transformations de l'économie pastorale et du développement des fruitières dans les Pyrénées. Des analyses souvent poussées ont été proposées il y a déjà longtemps par d'autres auteurs (Cavaillès, 1910, 1930 ; Chevalier, 1951, 1952 ; Féral, 1981), et aller plus loin nécessiterait un travail d'une autre ampleur. On se bornera ici à reprendre la chronologie de cette action, pour la mettre en parallèle avec les interventions sur *l'espace pastoral*. Car, en dépit des pétitions de principe, ce n'est que rarement que les forestiers purent faire coïncider améliorations pastorales et expériences laitières.

² Sur le débat dans l'administration forestière et ces liaisons entre les forestiers et l'école sociologique de Le Play, cf. : Kalaora B., Savoye A., 1986.

³ L'apparition du "modèle alpin" dans les Pyrénées remonte au XVIII^{ème} siècle, Ramond de Carbonnières en étant le précurseur. Cf. *"De l'économie pastorale dans les Hautes-Pyrénées, de ses vices et des moyens d'y porter remède"*. Publié par J.F. Le Nail, Bull. Soc Ramond, 1981, 48 p.

Le projet de modernisation de l'économie pastorale pyrénéenne fut mis en forme dès la fin des années 1860 par Auguste Calvet, un jeune forestier républicain qui trouvait dans les Pyrénées son premier poste. Mettant en parallèle la misère du paysan pyrénéen et l'aisance du montagnard suisse du Jura et des Alpes, il fait dans ses publications de 1872 et 1873 une sévère analyse critique du mode d'exploitation pyrénéen, basé sur l'autarcie agricole et sans véritables productions pastorales rentables. Pour lui, c'est la dégradation de l'état social des montagnards engendrée par ce système archaïque qui les conduit à surexploiter et dégrader un milieu naturel dont ils ne savent pas tirer parti. La solution réside dans le développement d'une industrie laitière, basée sur les associations pastorales, selon le modèle des fruitières coopératives qui ont si bien réussi dans le Jura. Calvet ne cachait pas que les nouvelles orientations de production devaient conduire à un bouleversement complet du système traditionnel : substitution de la vache à la brebis, amélioration des pâturages pour les adapter à ce bétail plus exigeant, développement des prairies en remplacement des cultures autarciques, etc. Pour lui, ce n'était qu'à ce prix que la condition du montagnard pouvait être améliorée.

Dès 1867, Calvet fit une première tentative d'implantation de fruitières en vallée d'Aure. Après la guerre de 1870, il reprit son activité inlassable de propagandiste et multiplia les projets en s'appuyant sur des notables locaux, dans toute la chaîne, depuis le Pays Basque jusqu'en Cerdagne. Pendant cette période, quelques réalisations de fruitières d'été furent accompagnées de périmètres d'améliorations pastorales, essentiellement dans des pâturages bien contrôlés par les forestiers : Hospice de France (Haute-Garonne), Payolle (Hautes-Pyrénées), Calmil (Ariège). Parmi les notables qui soutiennent l'action de Calvet, on voit une des personnalités de la société d'agriculture de l'Ariège, le vicomte de Limairac, se lancer à fonds perdus dans une expérience de fruitière et réaliser un périmètre d'amélioration sur ses domaines d'Aston (fruitière de Sénart). Mais, en général, les fruitières ne sont accompagnées d'aucun des travaux préconisés, et survivent difficilement. En dépit de ses appuis et de ses capacités de négociateur, Calvet se heurte aux coutumes, au bétail inadapté, à la mauvaise volonté des montagnards, aux conflits sociaux internes, et n'arrive pas à concrétiser ses projets coopératifs ; il est de plus en butte à l'hostilité de sa hiérarchie locale. En 1879, épuisé, désavoué, il quitte l'administration forestière et l'on aurait pu croire que le développement des fruitières allait s'arrêter là (Métailié, 1993).

Le projet sylvo-pastoral va au contraire prendre une nouvelle ampleur après le départ de Calvet. En 1882 est promulguée la loi sur la Restauration des terrains en montagne, qui limite étroitement l'application possible du reboisement. Par contre, un service pastoral est créé en 1884 dans le cadre RTM, et les méthodes d'action préconisées comme les objectifs affichés reprennent dans le détail le programme de Calvet. Dans les Pyrénées, ce sont les disciples de Calvet (Campardon, Campagne) qui constitueront la hiérarchie de ce nouveau service. Ils relancèrent la création des fruitières dans les années 1880-1890, mais uniquement en Barousse, Comminges et Ariège ; on ne note plus aucun projet à l'ouest de la Garonne⁴. L'établissement en 1884 d'une fruitière-école à Marignac (Hte-Gar.), animée par un fruitier jurassien, servit de relais pour la diffusion des techniques fromagères dans la région et de nombreux ateliers furent créés dans les vingt années suivantes (25 fruitières subventionnées en 1900, une quinzaine d'autre non subventionnées) (Métailié, 1993). Cependant, comme du temps de Calvet, jamais la forme coopérative ne réussit à s'implanter, et tous les établissements qui survécurent prirent la forme d'un atelier privé individuel ou regroupant un petit nombre d'associés. De ce point de vue, la tentative de transformation sociale fut un échec complet. Par contre, la multiplication des petits établissements beurriers et fromagers dans le Comminges et le Couserans, au début du siècle, doit être mise en grande partie au crédit du travail de diffusion des techniques laitières réalisé par les forestiers. L'action du service pastoral a précédé, puis accompagné le développement d'une économie ouverte sur les marchés urbains, évolution qui a également permis l'implantation d'industriels du beurre ou du fromage en Couserans, dans le Béarn et le Pays Basque.

⁴ Il faut signaler que plusieurs projets furent abandonnés en raison des difficultés provoquées ... par la concurrence suisse, notamment après le traité commercial de 1882. cf Loze, E. *Statistique forestière du département de la Haute-Garonne* Exposition forestière de 1888, 119p.manuscrites.

La volonté de transformer l'espace : l'exemple de l'Ariège

Alors que les tentatives de Calvet avait été peu suivies d'aménagement sur le terrain (ce n'était pas sa priorité), les améliorations pastorales devinrent une activité fondamentale à partir des années 1880. Les archives n'ayant pas été retrouvées dans les Pyrénées-Atlantiques, les Hautes-Pyrénées et la Haute-Garonne, il est difficile de d'avoir une vision de ces actions à l'échelle de la chaîne. Par contre, le tableau fourni par l'Ariège seule met en évidence l'énergie qui a été dépensée pour la mise en place du projet sylvo-pastoral et l'ampleur des réalisations de terrain que l'on peut reconstituer⁵. Confrontés rapidement aux difficultés de gestion des frutières, et à la quasi-impossibilité d'associer aux établissements des périmètres aménagés, les forestiers entreprirent de proposer systématiquement des travaux d'amélioration à toutes les communes, avec des participations financières de l'Etat et des Conseils généraux ; celui de l'Ariège fut un des plus coopératifs et vota chaque année des crédits substantiels. Ils scindèrent leur action : d'un coté la diffusion de l'économie fruitière, de l'autre la rénovation des pâturages, utilisant toutes les méthodes disponibles et définissant ainsi les principes qui allaient rester jusqu'à nos jours les bases de l'amélioration pastorale. Les trente années qui vont de la création du service pastoral à la guerre de 1914 peuvent être considérées comme l'âge d'or du sylvo-pastoralisme.

"La mise en valeur des hauts pâturages"

Les méthodes de l'amélioration des pâturages avaient été simplement évoquées par Calvet. Elles étaient décrites sommairement dans la circulaire du 13 juin 1884 qui mettait en place le service pastoral⁶ : à coté de l'organisation de frutières, on plaçait alors en avant l'étude approfondie des faits pastoraux et des pâturages, la réalisation d'irrigations, les mise en défens, mais on ne donnait pas davantage de conseils pratiques. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1890 et dans les années 1900 que l'on trouvera une réelle "théorisation" des méthodes applicables, que ce soit dans les écrits de Cardot, de Briot, ou bien des pyrénéens comme Campardon, Buisson, Dussaut. Mais il ne s'agissait là que d'une formalisation a posteriori de techniques testées empiriquement sur le terrain... En fait, il n'y avait pas de véritables précédents, et les outils d'évaluation scientifique ou agronomique des pâturages de montagne n'existaient pas encore. Les naturalistes de l'époque accompagnèrent d'ailleurs les forestiers dans leurs tâtonnements. On doit rappeler l'engagement sylvo-pastoral de Charles Flahaut, fondateur de la phytogéographie française : il travailla en particulier aux cotés de Fabre dans les Cévennes, et réalisa plusieurs études sylvo-pastorales sur les montagnes méditerranéennes. Cette liaison ne se démentira pas par la suite et restera une des bases du mouvement sylvo-pastoral dans les années 1920 à 1950 (voir infra).

Dans les années 1870-1880, les forestiers se lancèrent donc très pragmatiquement dans l'élaboration d'un corpus de méthodes, s'inspirant aussi bien des techniques agricoles reconnues que des pratiques locales et y rajoutant des inventions propres. La palette des travaux réalisés en Ariège comprenait :

- *le débroussaillage-écobuage*. C'était une opération qualifiée par les forestiers de "la plus importante et la plus urgente", qui prenait la forme de débroussailllements manuels (surtout dans les rhododendrons et les genévriers, mais aussi les genêts) suivis de mise à feu des rémanents. Mais l'on pratiquait aussi de simples feux courants, à la mode du pays, tous les 3 à 6 ans, surtout dans les bruyères et

⁵ Il semble d'ailleurs que c'est en Ariège que les réalisations furent les plus nombreuses à cette époque, ce qui peut être relié à l'ampleur des domaniaux dans ce département.

⁶ Circulaire rédigée par Demontzey, qui n'était surtout pas un pastoraliste. Son *Traité pratique du reboisement et du gazonnement des montagnes* (1882) évoque les pâturages essentiellement pour démontrer qu'il s'agit d'anciennes forêts et que le meilleur moyen d'en rétablir la fertilité serait ... de les reboiser.

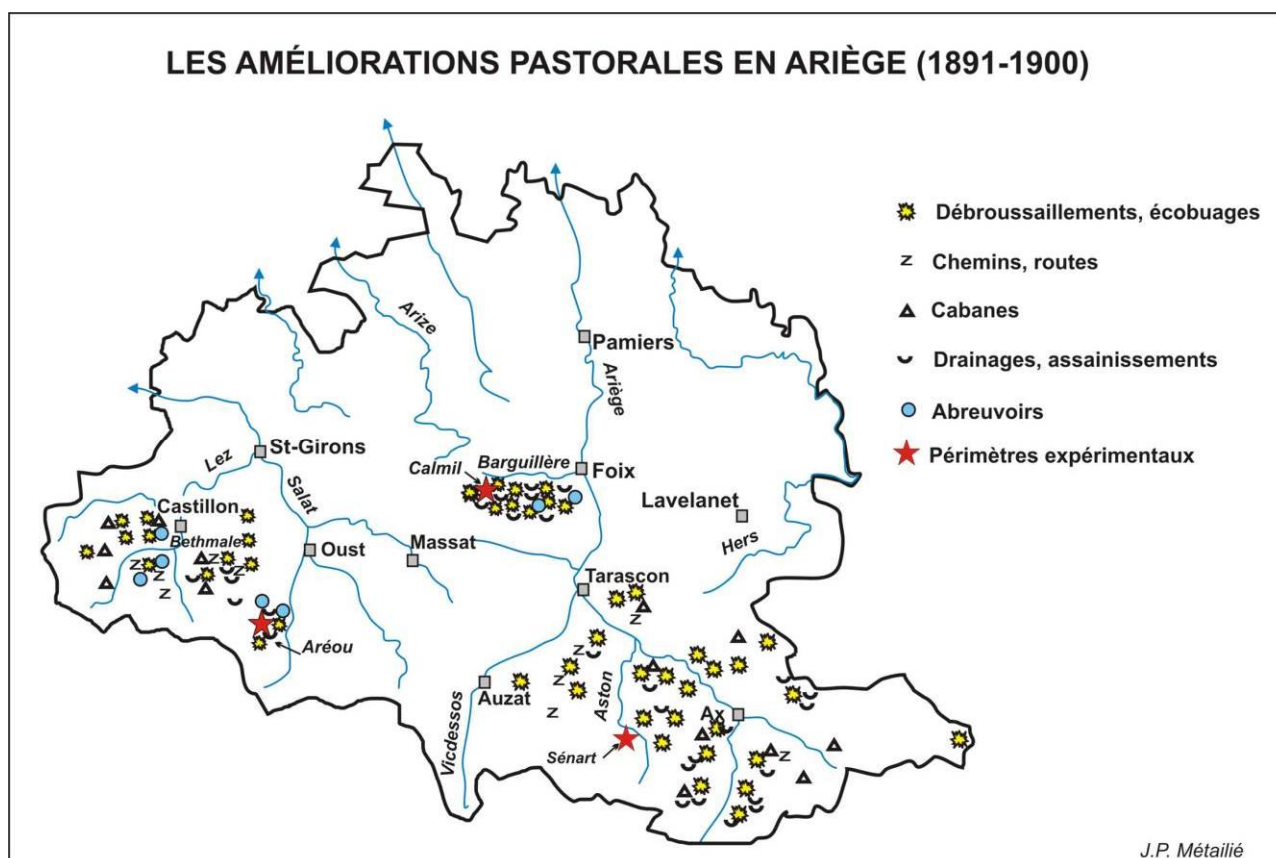
les landes à fougères. A l'échelle de l'Ariège, pendant les années 1880 à 1910, des milliers d'hectares furent ainsi traités, parfois à plusieurs reprises (photo 8).

- *les assainissements et irrigations*. Il s'agissait d'une part du drainage des tourbières, d'autre part de l'arrosage des versants secs, à partir de l'eau des drainages mais également alimenté par des captages de sources ou de ruisseaux, voire des barrages. Des dizaines de kilomètres de canaux principaux et de rigoles secondaires furent tracés sur les pâturages ariégeois et restent encore parfois bien visibles après 80 ans d'abandon. On verra plus loin, dans le cas de la Barguillère, l'importance que pouvaient prendre ces aménagements (photo 7, carte 2).

- *les épierrements et améliorations fourragères*. Dans certains cas, les meilleurs pâturages faisaient l'objet d'extraction des pierres ou bien d'épandage de graines tirées des fonds de granges, en particulier après débroussaillage ou assainissement.

- *les travaux d'infrastructure*. On peut ranger sous cette appellation toutes les constructions de chemins et sentiers, de passerelles, d'abreuvoirs et de refuges pour les pâtres (photo 4). Ce genre de travaux n'avait pas pris une grande extension au début du siècle, en dépit de leur utilité évidente dans l'amélioration des conditions de vie sur les hauts pâturages. Seuls quelques kilomètres de chemins et 7 cabanes pastorales avaient été construits en 1900. Quelques clôtures furent également posées pour protéger certains périmètres pilotes et l'on vit même des plantations d'abris brise-vent pour le bétail.

Les ingénieurs essayèrent en même temps de définir et d'imposer la notion de "possibilité pastorale", ancêtre du concept actuel de charge pastorale. Mais ils ne disposaient pas encore des outils d'analyse de la végétation qui leur auraient permis de justifier un règlement.



Carte n° 1 : Les améliorations pastorales en Ariège (1891-1900). L'absence de travaux relevés dans le haut Couserans (vallées d'Oust et de Massat) et le Vicdessos est probablement liée à la disparition des archives.

Il se manifeste de ces nombreux travaux (cf. carte n°1 et 2) une volonté de transformer et rationaliser l'espace dans son ensemble : les techniques privilégiées, comme l'écobuage, l'irrigation ou le drainage sont destinées à gérer des centaines ou des milliers d'hectares, à transformer des landes de parcours extensif en véritables prairies de montagne. Elles sont associées à l'injonction d'établir des règlements pastoraux, des mise en défens strictes, parfois à des tentatives de briser les coutumes locales⁷. En obligeant les éleveurs à intensifier leurs pratiques, les forestiers cherchaient à les amener à concentrer le bétail sur les meilleurs secteurs, à définir et à créer ce qui devrait être le "vrai" pâturage. L'histoire des vacants de Barguillère (près de Foix) est significative de ce projet sylvo-pastoral extrêmement ambitieux.

Le pâturage-pilote : les vacants de Barguillère

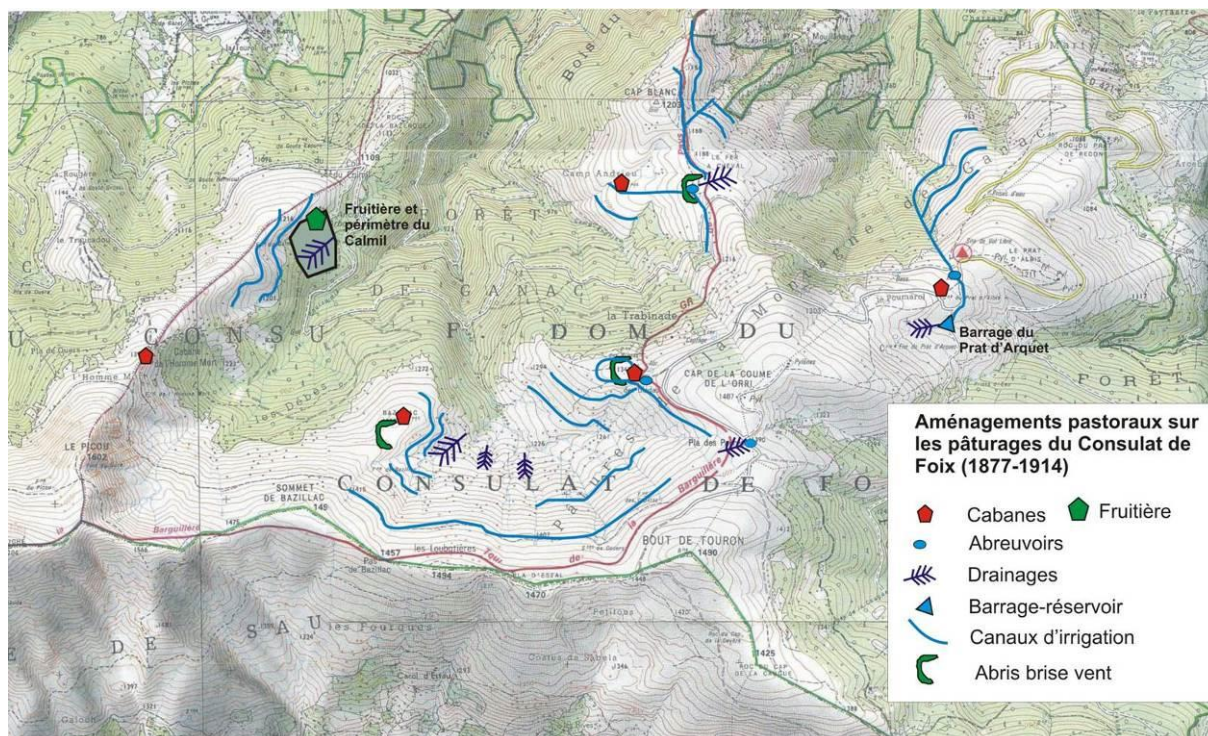
Les pâturages de l'ancien Consulat de Foix étaient de statut domanial, et qui plus est situés aux portes mêmes de Foix, sous les fenêtres de l'administration forestière et de la Préfecture. Dès la promulgation du code forestier, les ingénieurs des Eaux et Forêts entreprirent une application stricte du code sur ce terrain si pratique, obligeant les 24 communes usagères à créer une commission qui devint plus tard un syndicat intercommunal. Chaque année, au printemps, les représentants des communes et de l'administration se réunissaient pour édicter un règlement très complet, faisant l'objet d'un arrêté préfectoral. Il fixait aussi bien la nomination des pâtres que leur traitement et les fournitures, le règlement de pacage, nommait des commissaires chargés de faire l'inspection des montagnes, définissait les formalités de marque du bétail et les redevances, etc. Il s'agissait donc - en apparence - d'une estive parfaitement contrôlée. Bien entendu, la réalité était beaucoup plus tumultueuse ; les archives font état en permanence de conflits avec les forestiers, entre communes ou groupes d'éleveurs, et de fraudes commises par les pâtres comme par usagers. Cela restait malgré tout un espace privilégié pour l'intervention de l'administration.

Les premières améliorations pastorales correspondent à l'implantation d'une fruitière-école au lieu-dit le Calmil, sur une enclave privée de 11 ha rachetée en 1875 pour disposer d'un périmètre expérimental libre de droits d'usage (Photos 1 et 3). Calvet aurait préféré une implantation dans la vallée voisine de Massat, à Boussenac, où se trouvaient des troupeaux laitiers de race St-Gironnaise ; le projet ne put se réaliser et il se rabattit sur la Barguillère voisine, cherchant à y créer un centre de diffusion technique. Mais les vaches de Barguillère n'étaient pas laitières et l'on dut ... amener un troupeau depuis Massat⁸. En 1877, 51 bêtes pâturaient au Calmil sur les onze hectares clôturés et les pourtours, où toutes les techniques d'amélioration étaient utilisées : irrigations, drainage, fumure, etc. ; 5 élèves se trouvaient auprès du fruitier jurassien. Peu à peu, les forestiers cherchèrent à étendre la superficie du périmètre par le biais de mises en défens, mais ils durent reculer en 1882, devant les protestations des communes usagères qui menaçaient d'aller en procès ... et devant les actions violentes des éleveurs. Ils se contentèrent donc du périmètre établi, puis, après la création du service pastoral, entreprirent à partir de 1888, pendant 20 ans, de très vastes travaux. L'ensemble des pâturages de Ganac et Prayols fut constitué en pâturage expérimental "qui paraît susceptible d'être transformé en une immense prairie de montagne". Le détail de ces travaux serait fastidieux (carte n°2) : chaque année, les forestiers mettaient en oeuvre des débroussailllements ou écobuages sur des dizaines d'hectares, traçaient des milliers de mètres de drains, canaux, rigoles, captaient les sources (photo 7) ; la plupart des tourbières furent asséchées. Un barrage fut même construit (au lieu-dit Prat d'Arquet) pour faire réservoir. Plusieurs abris brise-vent furent plantés en croissant autour des abreuvoirs ou près des cabanes, qui furent construites ou réparées ; un seul subsiste et a d'ailleurs créé un toponyme : "le Fer à cheval" (photos (5 et 6) ; quelques essais d'ensemencement furent

⁷ On voit ainsi les forestiers refuser la montée sur les pâturages domaniaux des troupeaux n'ayant pas passé l'hiver dans la commune, comme à Seix en 1894. Ils entendaient ainsi supprimer la gazailhe, censée ne profiter qu'aux riches de la commune accusés de dégrader les estives en provoquant une surcharge abusive.

⁸ Les rendements restent cependant très faibles : de l'ordre de 4-5 litres de lait par jour et par vache

effectués, notamment sur les mouillères asséchées. Bien entendu, les forestiers se gardaient d'intervenir dans les zones marginales, où l'on pouvait noter des dynamiques spontanées de reboisement.



Carte n°2 : Les aménagements pastoraux sur les vacants du Consulat de Foix (1877-1914), à partir des mentions dans les archives et des relevés de terrain. Les brûlages n'ont pas pu être localisés mais ont dû s'étendre sur l'ensemble des landes à genêts, fougères et bruyères. Fonds IGN 2047 ET et 2147 ET.

En dépit de toute leur volonté, les forestiers ne réussirent jamais à obtenir plus qu'un assentiment de façade pour leur projet sylvo-pastoral sur les vacants de Barguillère, pas plus qu'ailleurs en Ariège. Trop de conflits, anciens ou bien vivants, les opposaient aux communautés pour que l'on puisse croire à une action désintéressée de leur part. Un politicien ariégeois, Descola, insistait dès 1877 sur la contradiction : "L'adversaire implacable du libre parcours aura pour mission d'encourager l'amélioration des pâturages ; le garde forestier, cette personnification des procès-verbaux et des amendes, pourra distribuer des primes et des subventions aux particuliers pour des travaux d'irrigation ; il y a plus encore : l'ennemi traditionnel de la dépaissance organisera, au besoin, des associations pour propager l'industrie fromagère!"⁹ Les éleveurs soupçonnaient les forestiers des intentions les plus hypocrites, et de vouloir avant tout restreindre les droits d'usage ; l'affaire du Calmil ne fit que les renforcer dans leur conviction. Comme leur activité avait jusqu'alors surtout consisté à replanter les vides de la forêt domaniale, ils étaient également accusés de vouloir reboiser "sournoisement" ; leurs tentatives d'installation d'abris brise-vent ou de petites plantations près des cabanes étaient interprétées dans ce sens. Et que dire des écobuages ? Quand les forestiers du service pastoral les réalisaient, en payant les éleveurs, c'était une technique "indispensable" ; mais les agents du service ordinaire continuaient de leur côté de pourchasser les bergers, traités "d'incendiaires monomaniaques", et de les verbaliser quand ils les surprenaient en train de mettre le feu aux pâturages. Quant aux irrigations, ni les bergers ni les éleveurs ne se sentaient concernés par l'entretien des travaux, et les drains ou rigoles se dégradaient rapidement, quand ils n'étaient pas volontairement comblés. Campardon signale cet échec dès 1900, dans un texte qui laisse paraître une certaine naïveté dans l'approche des forestiers : "...on n'avait pas prévu que les populations intéressées négligeraient de réparer

⁹Descola E. *La question des montagnes et les inondations*. Foix, Gadrat, 1877, 68 p

les rigoles et de faire en un mot les menus travaux d'entretien sans lesquels l'action de l'eau devient plutôt nuisible qu'utile ... les pelouses ont repris leur aspect accoutumé. Dans l'inspection de Foix-Ouest, on a été obligé de confier aux préposés le soin de faire la distribution des eaux d'arrosage".

En fait, le projet des forestiers proposait une logique d'intensification, techniquement réalisable et pertinente du point de vue agronomique, mais qui entraînait en contradiction avec de nombreux aspects du mode de vie social et économique des communautés. D'une part, tous ces travaux se surimposaient, pendant l'été, aux lourds travaux de la moisson et de la fenaison ; ce n'est qu'en étant payés que les locaux acceptaient alors de participer, et encore. Les archives signalent régulièrement que seuls les écobuages étaient acceptés sans problèmes. D'autre part, personne ne se sentait concerné par des investissements dans l'espace collectif, surtout en estive domaniale, qui sont étrangers à la culture pyrénéenne. Il a toujours existé des règlements traditionnels d'utilisation des estives, parfois très complexes et stricts, issus d'une connaissance fine du milieu. Mais ils avaient pour but de régir l'usage privé des ressources existantes dans ces espaces appartenant à tous (au sein des troupeaux rassemblés ou familiaux, ou bien par adjudications temporaires de certaines productions), jamais leur mise en valeur *collective*. Parfois, les travaux d'amélioration pouvaient même gêner les aménagements traditionnels : c'est le cas en 1905, quand on voit les habitants du hameau de Micou se plaindre du détournement, dans la montagne de Ganac, du ruisseau qui leur servait à irriguer leurs propres prairies.

Quoiqu'il en soit, les forestiers s'épuisaient peu à peu dans leur tentative de réorganisation sylvo-pastorale. A partir des années 1900, ils abandonnèrent irrigations et drainages, se contentant de faire des écobuages, des chemins et des cabanes, ce que personne ne leur refusait. En outre, les ingénieurs travaillaient sur un milieu dont ils ignoraient pratiquement tout, et ils croyaient pouvoir transformer rapidement et définitivement le pâturage en prairie. Ils se heurtèrent à l'inertie biologique des landes de montagne - l'effet des améliorations est bref - et se retrouvèrent engagés dans un véritable travail de Sisyphe. En 1908, l'inspecteur adjoint qui fait son rapport sur les améliorations en Barguilière doit convenir, désabusé, que "beaucoup de pâturages sont aujourd'hui envahis par les bruyères, les genêts, les fougères, les houx et les rhododendrons", là-même où sont pratiqués débroussaillages et irrigations depuis 20 ans... Il préconise désormais le minimum, c'est à dire des écobuages, puisqu'ils sont faciles à faire et ne demandent pas trop d'investissements.

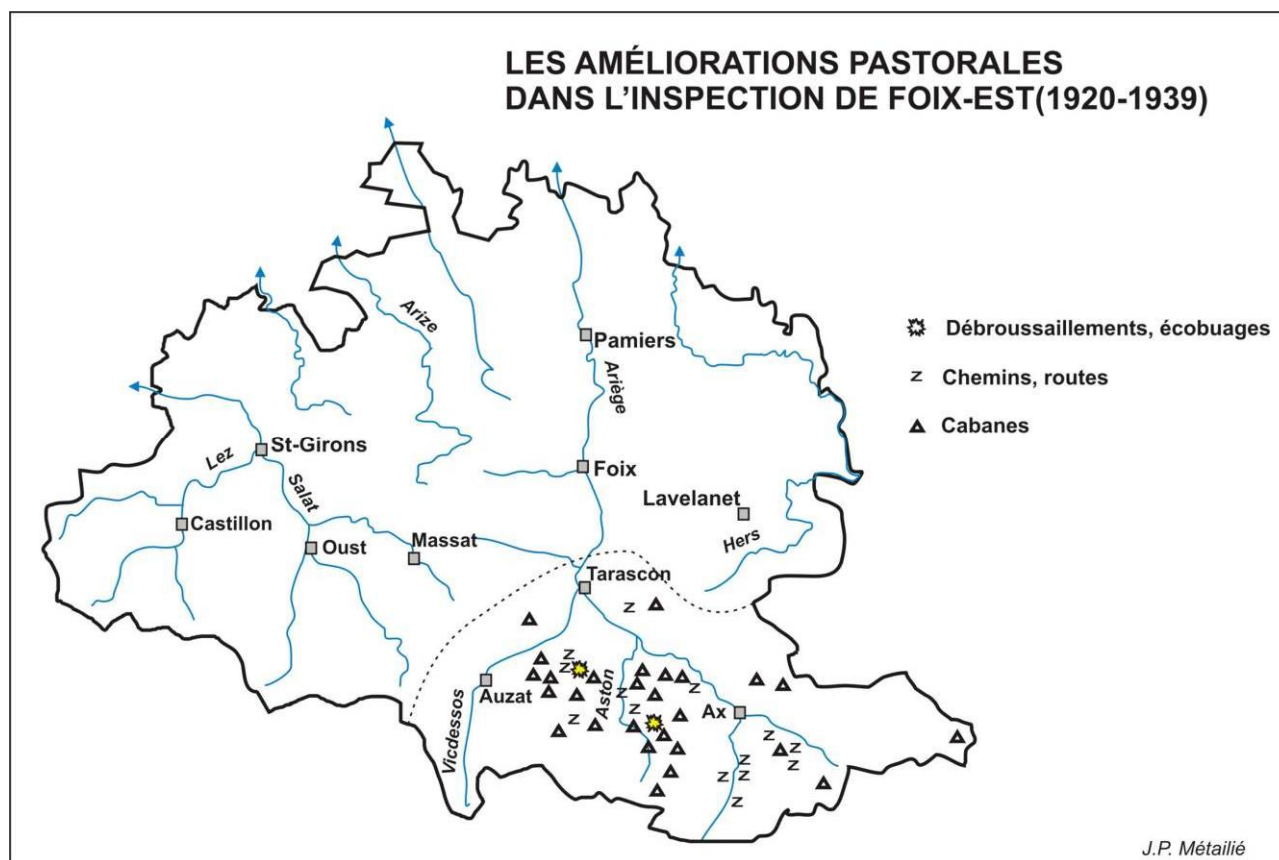
Ce constat est général : à la veille de 1914, partout en Ariège, les grandes ambitions de transformation de l'espace pastoral sont revues à la baisse. Les travaux intensifs sont abandonnés au profit de réalisations ponctuelles qui vont devenir la règle. Au même moment, le développement des fruitières s'effondre. Là où un potentiel laitier existait déjà, on l'a vu pour le Couserans et le Comminges, des industriels ou de petits artisans prennent le relais, bien loin du projet coopératif défendu pendant longtemps. Ailleurs, dans l'est de l'Ariège où l'on espérait une diffusion de l'économie laitière, c'est l'échec total : en 1918, il ne restait plus qu'une fromagerie à Montferrier et deux beurreries à Ganac, qui vont bientôt disparaître. La Grande Guerre matérialise une rupture fondamentale : le discours sur la dégradation des montagnes va s'éteindre, les grands projets de périmètres et reboisements RTM vont être abandonnés, alors même que le débat des années précédentes a débouché sur des outils réglementaires très complets. Du vaste projet sylvo-pastoral des débuts, qui a mobilisé tant d'énergies, il semble vers 1920 qu'il ne reste plus rien, sinon des traces de canaux dans la montagne. Si l'on s'en tient aux publications dans les revues et aux ouvrages, l'évanouissement des préoccupations sylvo-pastoralistes est spectaculaire.

De l'utopie sylvo-pastorale à l'aménagement des montagnes

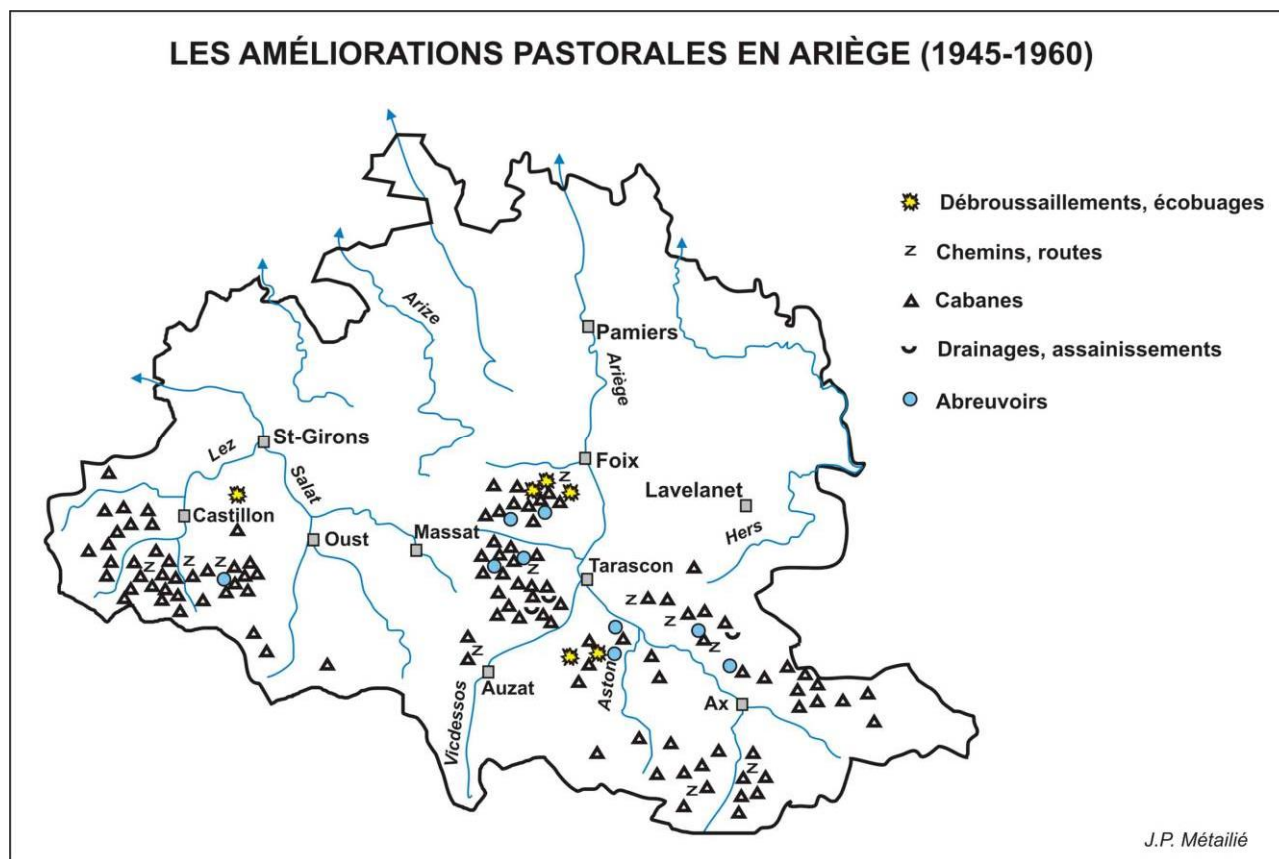
En fait, tracer une frontière après la guerre de 1914-18 peut paraître artificiel : l'héritage du mouvement sylvo-pastoral du tournant du siècle fut particulièrement fécond jusqu'à nos jours. Les améliorations pastorales continuèrent et l'on assista parfois à de simples réactualisations, sur les mêmes

lieux, des projets du XIX^{ème} siècle. Mais il semble bien que l'on ait deux périodes institutionnelles et intellectuelles différentes.

Le sylvo-pastoralisme originel est à relier aux idéologies positivistes du XIX^{ème} siècle et la volonté de transformation globale de l'espace est une forme d'utopie sociale. Il y a un décalage énorme entre les projets, les "rêveries" qui émanent des ouvrages aussi bien que des rapports administratifs, et les réalités de terrain. Il en découlait souvent des opinions découragées, ou rancunières, sur "la gent pastorale, réfractaire et insaisissable". Par contre, à partir de l'entre-deux guerres, l'approche de la question va devenir beaucoup plus pragmatique, même si l'on retrouve souvent des similitudes de discours, ou des réalisations identiques. D'une part, le mouvement sylvo-pastoral va donner naissance aux *sociétés d'économie montagnarde*, lieux de réflexion et de concertation qui manquaient totalement dans l'approche initiale. D'autre part, la poursuite des améliorations permettra l'élaboration des schémas techniques modernes. Ce second souffle du sylvo-pastoralisme connut deux périodes dans les Pyrénées. Une première vague d'améliorations pastorales est visible dans les années 1920-1930 (cf. carte n°3). Puis, dans les années 1940-1950, le sylvo-pastoralisme connut un nouveau regain très net. Quelques forestiers motivés par le problème (Chabrol en Ariège et Haute-Garonne, Michel en Pyrénées-Orientales, Chimits en Hautes-Pyrénées) relancèrent les actions d'amélioration pastorale, déployant une activité phénoménale sur le terrain (Cf. carte n°4). La caractéristique commune des réalisations est qu'on ne rencontre que très peu de tentatives d'aménagements des estives, sauf quelques écobuages et débroussailllements ; à leur place, on installe ou modernise les infrastructures : chemins, cabanes et abreuvoirs. Ces travaux se font désormais en liaison avec les services agricoles départementaux. Les méthodes changent aussi : le temps de l'empirisme est terminé, des disciplines écologiques ou agronomiques peuvent être mises à contribution et les forestiers, sensibilisés à ces questions, font appel aux chercheurs locaux. Henri Gaussen réalisa ainsi en 1923-24, près de l'Hospice de France et au Calmil, les premières véritables expérimentations pastorales connues dans les Pyrénées.



Carte n°3 : les améliorations pastorales dans l'inspection de Foix-est (1920-1939). Les archives n'ont pas été retrouvées pour le reste du département.



Carte n°4 : Les améliorations pastorales dans les années 1945—1960. Les archives du haut Couserans sont jusqu'à présent en grande partie introuvables pour cette période.

Cette collaboration ne se démentit plus par la suite et se concrétisa dans la Fédération Pyrénéenne d'Economie Montagnarde, créée en 1931, dont Gaussen fut la cheville ouvrière. La Fédération contribua à élaborer et diffuser une forme modernisée du sylvo-pastoralisme. Il est cependant étonnant de constater, au fil des textes produits lors des congrès de la F.P.E.M., le décalage entre discours et pratiques. Les actions de terrain sont très réalistes, adaptées aux contraintes locales ; par contre, le discours semble ne pas avoir changé depuis le XIX^{ème} siècle. Jusqu'au congrès de 1953, consacré au sylvo-pastoralisme, on voit ressurgir le modèle alpin, le même diagnostic brutal et négatif (alors que les travaux de certains géographes, comme Cavaillès ou Faucher, permettaient une approche plus nuancée) et les mêmes projets ambitieux, y compris les fruitières associatives... Le poids de la production intellectuelle des années 1860-1910 semble tracer des chemins incontournables et étouffer les réflexions hétérodoxes.

A la fin des années 1950, le mouvement sylvo-pastoral se dissout en peu de temps : l'effondrement accéléré de l'économie pastorale pyrénéenne semble réduire les perspectives à un seul des termes : la forêt. Le coup de grâce viendra de la création de l'ONF : les forestiers sont recentrés sur des missions strictement sylvicoles et abandonnent les préoccupations pastorales aux Directions départementales de l'agriculture ou aux Chambres d'agriculture. On peut alors considérer que le sylvo-pastoralisme en tant que tel a vécu et l'on entre de plein pied dans le problème contemporain de l'aménagement des montagnes.

Pourtant, et cela servira de conclusion prospective, on peut s'interroger sur les prolongements invisibles de cette vieille doctrine dans les aménagements actuels, et les juger à l'aune du projet du XIX^{ème} siècle... On s'apercevra tout d'abord, sur la forme, que les outils et méthodes d'améliorations pastorales se sont perfectionnés mais n'ont guère changé depuis 80 ans : l'essentiel était déjà expérimenté. Souvent les mêmes lieux en sont aujourd'hui à leur cinquième, sixième (ou plus) période de ré-amélioration (la Barguillère, par exemple, éternel pâturage-pilote). Sur le fond, on pourra noter que les conceptions actuelles du pâturage - un espace de production d'herbe, délimité et amélioré - découlent des définitions des sylvo-pastoralistes. Le compartimentage des espaces, les clôtures, sont devenus les outils essentiels du pastoraliste. Le recentrage sur les meilleurs pâturages, l'abandon des autres sont souvent des faits accomplis. Certes, on n'est plus aujourd'hui à l'époque de la montagne surpeuplée ; tout cela s'est réalisé dans un contexte de déprise accentuée, de sous-pâturage et d'enfrichement. Mais des barbelés sur la montagne, n'est-ce pas une symbolique victoire posthume du sylvo-pastoralisme ?

Sources :

Archives Dépt. de l'Ariège :

- 7P96 (syndicat de la Barguillère) 7P109, 110 (améliorations pastorales), 7P164 (enquête sur l'industrie fromagère en Ariège, 1872, 1890 ; fruitières et industries pastorales), 7P165, 166 (fruitières), 11M62 (enquête sur la production de lait, fromage et beurre, 1918),

Direction Départementale de l'agriculture de l'Ariège :

- dossiers communaux sur les améliorations pastorales dans le département (non cotés)

Bibliographie :

- BRESSOLE, CHEVALIER, M. Les fruitières de Ballongue. *Revue de Géog. des Pyrénées et du S. O.*, 1951, T 22, p 71-90.
- BRIOT, F. *Les Alpes françaises. Etudes sur l'économie alpestre et l'application de la loi du 4 avril 1882 à la restauration et l'amélioration des pâturages*. Paris, Berger-Levrault, 1896, 597p.
- BRIOT, F. *Nouvelles études sur l'économie alpestre. Diverses questions et monographies*. Paris, Berger-Levrault, 1907 324p.
- BUISSON, M., CAMPARDON, M. *Restauration et conservation des terrains en montagne. Les améliorations pastorales dans l'Ariège et la Haute-Garonne ; les fruitières de la Haute-Garonne*. Paris, Imp. Nat., 1900, 42 p.
- CALVET, A., *Note sur le rôle économique des associations pastorales dans les Pyrénées*. Tarbes, Lescamela, 1872. 39 p.
- CALVET, A. Observations sommaires sur le progrès rural ; leur application à la région des Pyrénées. *39^e Congrès scientifique de France*, Pau, 1873, p 569-611.
- CARDOT, E. *Restauration, aménagement et mise en valeur des pâturages de montagne*. Paris, Imp. Nat. 1900, 125 p.
- CAVAILLES, H. L'association pastorale dans les Pyrénées. *Le Musée social, Mémoires et documents*, 1910, n°3, p 45-80
- CAVAILLES, H. La vie pastorale et agricole dans les Pyrénées des Gaves, de l'Adour et des Nestes. Paris, Colin, 1930, 415 p.
- CHEVALIER, M. *La vie humaine dans les Pyrénées ariégeoises*. Thèse, 1952. Ed. Résonnances, Tarascon, 1980, 1060 p.
- DESCOLA, E. *La question des montagnes et les inondations*. Foix, Gadrat, 1877, 68 p
- DUSSAUT, E. Les améliorations pastorales en montagne dans l'inspection de Foix-Est. *Revue des Eaux et Forêts*, 1901, T 40, p 513-531.

FERAL, P.L. L'application des lois de 1860, 1864 et 1882 sur le reboisement et le gazonnement des montagnes : les fruitières du Haut-Comminges. *Actes du 35^e Congrès de la Féd. SOc. Acad. Sav. Languedoc-Pyrénées-Gascogne*, 1981, p 101-125

GAUSSEN, H. Améliorations pastorales et prairies de montagne. *Bull. Soc. Histoire Nat. de Toulouse*, 1922, T 50, p 299-334 ; 1924, T 52, p 133-163.

KALAORA, B., SAVOYE A. *La forêt pacifiée. Sylviculture et sociologie au XIX^eme siècle*. Paris, L'Harmattan, 1986. 132 p

METAILIE, J.P. Aux origines des améliorations pastorales dans les Pyrénées. *Production pastorale et société*. 1986, n°18, p 91-105.

METAILIE, J.P. Auguste Calvet, pionnier du sylvo-pastoralisme dans les Pyrénées. In : *Les Pyrénées, lieux d'interaction des savoirs (XIX^e-début XX^e s.)*, sous la dir. de V. Berdoulay. Pau, 1933. CTHS ed. 1995, pp. 160-174.

Ministère de l'agriculture, Direction générale des Eaux et Forêts. *Restauration et conservation des terrains en montagne*. Paris, Imp. Nat., 1911, 3 tomes.

RAMOND DE CARBONNIERES ; *"De l'économie pastorale dans les Hautes-Pyrénées, de ses vices et des moyens d'y porter remède"*. Publié par J.F. Le Nail, *Bull. Soc Ramond*, 1981, 48 p.

PHOTOGRAPHIES



Photo 1 : vue de la fruitière du Calmil en 1877 (Fond RTM de l'Ariège « Périmètre de Ganac »). Cliché peut-être dû à De Gayffier, pour l'Exposition universelle de 1878. Le périmètre d'amélioration est bien visible à l'arrière-plan : clôtures, drains dans la partie basse humide, irrigations sur la partie sèche, avec des tas de fumier. Au premier plan et à l'arrière-plan, landes à genêts et fougères.



Photo 2 : vue du périmètre en 2010 (JPM). Le cliché est pris en contrebas de l'ancien bâtiment, en raison de la croissance des arbres. La zone humide est redevenue une mouillère, les zones sèches sont retournées à la lande à genêts. Les arbres proviennent de la transformation du site en arboretum dans les années 1950. Les bâtiments sont tombés en ruine à la même période.



Photo 3 : vue de la salle de préparation de la fruitière-école de Marignac (Haute-Garonne) (cliché tiré de Buisson, Campardon 1900).

L'intérieur de la fruitière du Calmil, qui accueillait des élèves, devait être assez semblable.



Photo 4 : une des nouvelles cabanes pastorales, construite en 1899 sur les vacants de Perles-Castelet (haute Ariège). (cliché tiré de Buisson, Campardon 1900).

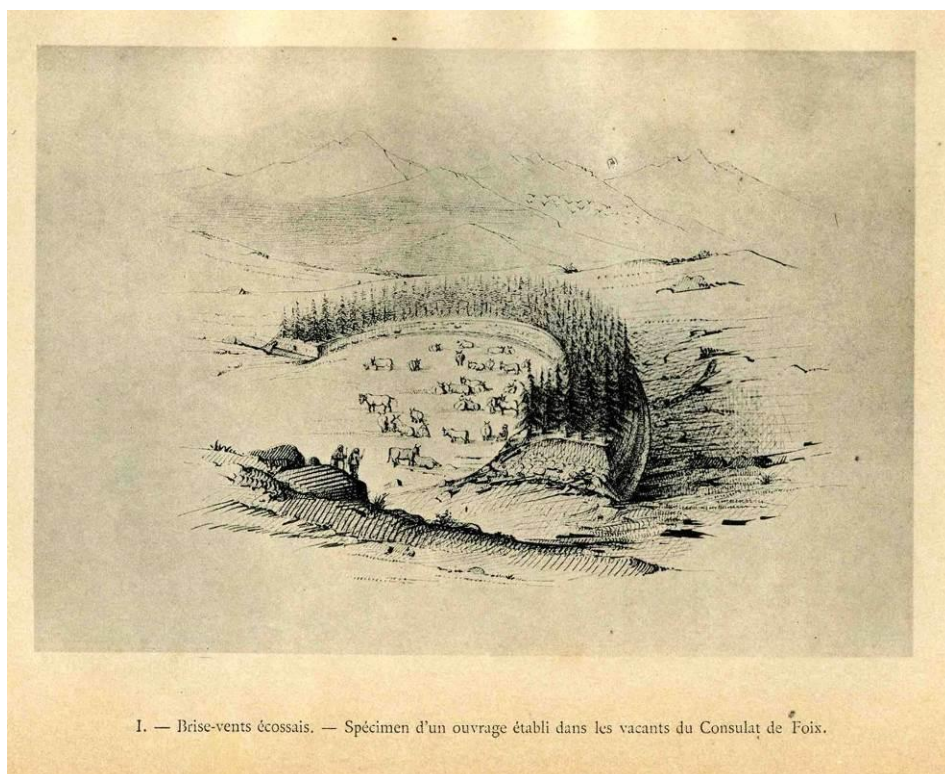


Photo 5 : vue d'artiste d'un des trois brise-vents construits dans les pâturages de Barguillère. (cliché tiré de Buisson, Campardon 1900).



Photo 6 : le dernier des brise-vents encore visible, au lieu-dit « Le fer à cheval » ; plantation de pins sylvestres (photo JPM, 2010).

Le pointillé jaune matérialise l'ancien canal d'amenée d'eau aux abreuvoirs et d'irrigation des pâturages en contrebas.

La mémoire de l'origine de cette plantation avait disparu chez les gardes forestiers dans les années 1980, qui y voyaient une ancienne pépinière.

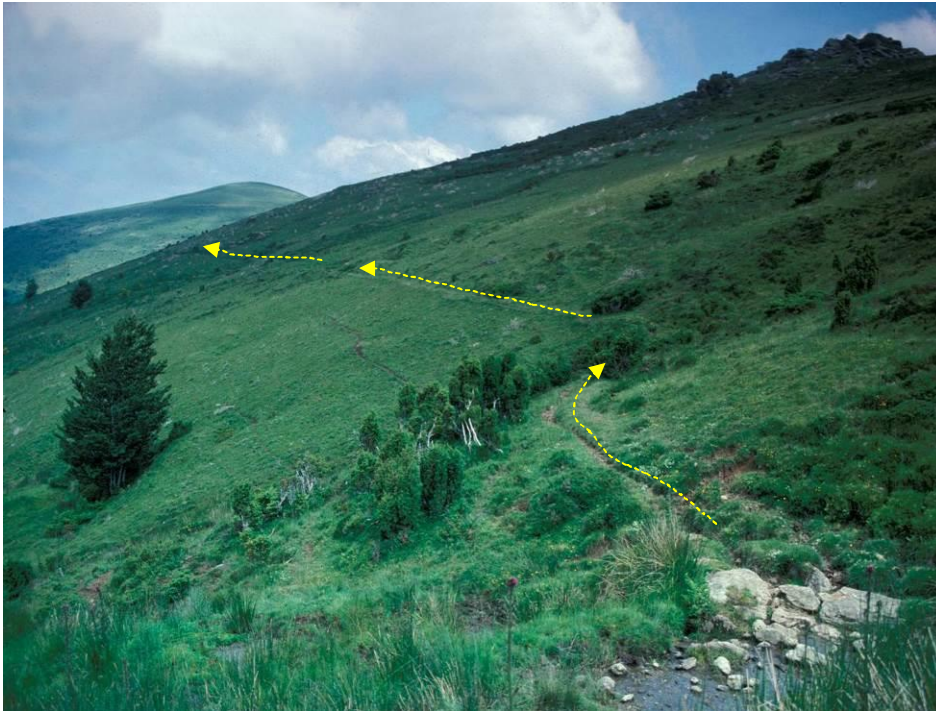


Photo 7 : vestiges d'une prise d'eau et d'un canal d'irrigation sur les pâturages de Barguillère (photo JPM, 1990).

Le pointillé jaune matérialise l'ancien canal d'amenée d'eau. Plusieurs autres canaux parallèles sont encore discernables sur ce versant



Photo 8 : écobuage sur les pâturages du Carcanet, dans le Donezan (Haute vallée de l'Aude) (cliché tiré de Buisson, Campardon 1900)

Il s'agit ici non pas d'une mise à feu courant, mais d'un débroussaillage des genévriers, coupés puis brûlés. Le site est actuellement en grande partie recolonisé par les pins à crochets, dont on discerne un individu dans la fumée.